

N° AP 22/168

ARRETE

ARRETE PORTANT CLOTURE DE L'INSTRUCTION ADMINISTRATIVE DES TARIFS D'OUTILLAGE PUBLIC ET DES REDEVANCES DE STATIONNEMENT ET D'AMARRAGE 2023 DE L'ÉTABLISSEMENT MARITIME TOULON PLAISANCE

Le Président de la Métropole

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Transports et en particulier ses articles R5314-8 et suivants,

VU les propositions de modification des tarifications 2022 de l'outillage public et des redevances de stationnement et d'amarrage de l'Établissement Maritime Toulon Plaisance, formulées par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, concessionnaire,

VU le certificat d'affichage établi par le concessionnaire en date du 19 octobre 2022,

VU l'avis favorable du Conseil Portuaire du Toulon-La Seyne-Brégaillon du 20 octobre 2022,

VU l'avis favorable du Conseil d'Exploitation des Ports du 30 novembre 2022,

A R R E T E

ARTICLE 1

À compter de la date de signature du présent arrêté, l'instruction des propositions de tarifications 2023 de l'outillage public et des redevances de stationnement et d'amarrage de l'Établissement Maritime Toulon Plaisance, concessionnaire est clôturée.

ARTICLE 2

Les redevances de stationnement et d'amarrage et les tarifs d'outillage public de l'Établissement Maritime Toulon Plaisance entreront en vigueur au 1^{er} janvier 2023.

ARTICLE 3

Cet arrêté et les tarifs 2023 d'outillage public et les redevances de stationnement et d'amarrage de l'Établissement Maritime Toulon Plaisance seront portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées de manière très apparente et aux endroits déterminés par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var. Cette dernière, responsable de cet affichage, veillera à sa conservation et à son remplacement autant que nécessaire.

ARTICLE 4

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le

- 5 DEC. 2022

Hubert FALCO

**Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Ancien Ministre**



